



LE QUÉBEC DOIT EXPLOITER SES RESSOURCES EN GAZ NATUREL PENDANT LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

RESSOURCES UTICA

ÉTÉ 2023



Mémoire présenté au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie dans le cadre de la consultation sur l'avenir énergétique du Québec.

Table des matières

Mise en contexte – une transition énergétique longue et complexe.....	2
La guerre en Ukraine et le rôle du Québec	3
À propos de nous : Ressources Utica, une entreprise fièrement québécoise.....	4
Le gaz naturel au Québec	5
La transition énergétique au Québec et dans le monde	7
Nouvel ordre mondial après l’invasion de l’Ukraine.....	8
Avantages de la production de gaz naturel au Québec	10
Acceptabilité sociale	12
Procédures judiciaires en cours.....	14
Notre proposition.....	14

Mise en contexte – une transition énergétique longue et complexe

Depuis plusieurs années, le monde tente de s'engager dans une transition énergétique afin de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre (GES), et le Québec n'y fait pas exception avec son Plan pour une économie verte (PEV) entre autres initiatives visant la réduction de ses émissions et l'électrification de son économie. Tous reconnaissent que cette transition sera longue et compliquée :

« Hydro-Québec se trouve à une période charnière de son évolution. D'ici 2050, plus de 100 TWh additionnels d'énergie propre seront requis afin que le Québec puisse espérer atteindre la carboneutralité. Le défi est immense; les opportunités le sont autant ».

- Sophie Brochu, présidente-directrice générale d'Hydro-Québec, le 24 mars 2022

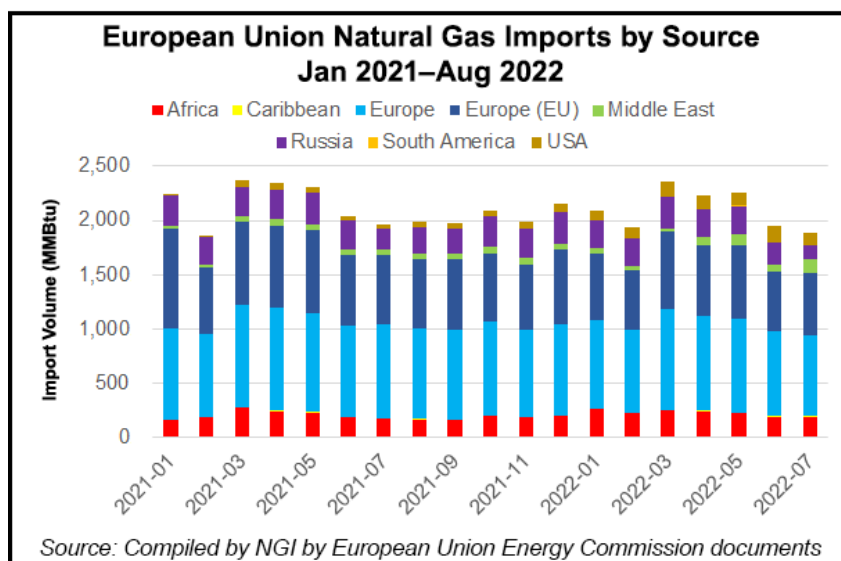
« ...le gaz naturel est une énergie de transition pour de nombreux procédés industriels. Ce n'est pas tout qui est électrifiable et prétendre le contraire est soit de la mauvaise foi ou une incompréhension du secteur industriel ».

- Pierre Fitzgibbon, Twitter, le 6 juin 2023

La guerre en Ukraine et le rôle du Québec

Le 24 février 2022, à peine quelques jours après le dépôt du projet de loi 21 interdisant l'exploitation des hydrocarbures au Québec, l'attaque russe contre l'Ukraine a drastiquement chamboulé l'ordre géopolitique et énergétique international.

En effet, la dépendance européenne au gaz naturel russe est immédiatement apparue comme un grave risque politique et économique. Depuis déjà plusieurs années, l'Europe se servait du gaz provenant de la Russie comme « énergie de transition » afin de leur permettre d'investir largement dans les énergies renouvelables et de délaissier leurs sources traditionnelles d'énergie comme le charbon ou le nucléaire. Ne désirant plus se servir d'énergie provenant d'un pays désormais considéré comme hostile, les pays européens n'ont d'autre choix que de faire des pas vers l'arrière et, dans certains cas, se résoudre à alimenter leurs populations par des sources d'énergie plus polluantes, comme le démontre le tableau ci-bas. Le Québec aurait son mot à dire, et pourrait exploiter ses ressources pour combler une bonne partie de la demande européenne en gaz naturel.



À propos de nous : Ressources Utica, une entreprise fièrement québécoise

Ressources Utica est une entreprise québécoise ayant pour mission de participer à la transition énergétique par le développement d'un portefeuille diversifié qui comprend, en plus du pétrole léger et du gaz naturel, des projets énergétiques réduisant directement les émissions de GES telles que la géothermie, l'hydrogène et le stockage de CO₂. Les projets sont menés dans une perspective de développement durable, d'utilisation optimale des ressources disponibles, de respect des communautés d'accueil et de maximisation des retombées économiques locales.

Ressources Utica a été fondée par Mario Lévesque, un gaspésien d'origine, en décembre 2017. Mario Lévesque en est le président et directeur général et l'un des principaux investisseurs. La société privée est constituée en vertu d'une charte québécoise. Elle contrôlait, au moment de l'adoption de la Loi 21, environ 20% (plus d'un million d'acres) de toutes les licences d'exploration du Québec ainsi que la seule licence de production et les deux seules autorisations d'exploiter de la saumure. Les différentes licences et autorisations concernées couvrant une grande partie du secteur favorable pour l'exploitation du gaz naturel de l'Utica ainsi que la seule découverte de pétrole enregistrée au Québec.

Les actifs de Ressources Utica sont situés en plein coeur de la Vallée de la Transition Énergétique, une zone d'innovation déployée entre Bécancour, Trois-Rivières et Shawinigan, axée entre autres sur la décarbonation et l'industrialisation des minéraux critiques et stratégiques et de l'hydrogène. Ressources Utica a d'ailleurs proposé en 2020 un projet de mise en valeur de la géo-énergie regroupant la séquestration de CO₂ dans les aquifères salins, la production de saumure naturelle incluant l'extraction des minéraux critiques et de l'énergie géothermique ainsi que la production carboneutre de gaz naturel québécois.

Le gaz naturel au Québec

Historique de l'industrie du gaz au Québec

Avec la mise en service d'un premier gisement dans les années 1950 et l'exploitation d'un second gisement gazier par la société d'état SOQUIP en 1980, cela fait plusieurs décennies que la province est impliquée dans l'industrie du gaz naturel. Mais c'est en 2008 qu'une plus grande proportion de l'opinion publique a commencé à être touchée, à la suite de la découverte du potentiel gazier énorme du sol québécois, particulièrement dans les basses-terres du Saint-Laurent.

Le Québec a adopté en 2016 la *Loi sur les hydrocarbures* qui visait à régir le développement et la mise en valeur des hydrocarbures en milieu terrestre et hydrique tout en assurant la sécurité des personnes et des biens, la protection de l'environnement et la récupération optimale de la ressource. Le tout s'est fait dans le respect du droit de propriété immobilière et en conformité avec les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre établies par le gouvernement.

Par la suite, en septembre 2018, le gouvernement du Québec a adopté quatre règlements découlant de la Loi sur les hydrocarbures, y compris le *Règlement sur les activités d'exploration, de production et de stockage d'hydrocarbures en milieu terrestre*.

Dépôt du projet de loi 21 le 2 février 2022

Après seulement quelques jours de débat, l'Assemblée nationale du Québec a adopté en avril 2022 une nouvelle loi visant à interdire l'exploration et la production des hydrocarbures sur son territoire. Après avoir invité notre industrie à investir au Québec afin d'explorer le potentiel énergétique en gaz naturel et en pétrole, ce que le gouvernement impose est une expropriation de l'industrie en pleine crise mondiale de l'énergie.

Malgré sa richesse en hydroélectricité, près de 55% des besoins énergétiques totaux du Québec sont encore comblés par le pétrole et le gaz naturel. Non seulement le Québec consomme autant de pétrole que d'hydroélectricité, les importations d'hydrocarbures du Québec proviennent d'ailleurs au Canada et des États-Unis, rendant la province complètement dépendante. Le déficit commercial relié à leurs importations a atteint 5,6 G\$ en 2019, un montant important qui n'est pas négligeable. Aux prix de 2023, ce chiffre dépassera largement les 10 G\$.

La crise mondiale actuelle augmente significativement le prix du gaz naturel et des centaines de milliers de consommateurs au Québec en ressentent déjà les effets négatifs. Malgré une politique de nationalisme économique qui encourage l'achat et la production locale des biens consommés, le pétrole et le gaz naturel utilisés sont entièrement importés. Alors que tous reconnaissent que l'utilisation du gaz naturel se poursuivra encore longtemps, exploiter nos propres ressources de gaz naturel, une énergie essentielle à la transition énergétique, pourrait être une bonne décision pour le Québec. Notre dépendance à l'Ouest canadien et aux Américains pour l'approvisionnement fait en sorte que nous avons encore moins d'alternatives que l'Europe, qui est déjà en crise énergétique.

Alors que le monde est en train de revoir ses politiques énergétiques, la présente consultation est l'opportunité pour le Québec de se poser les vraies questions et de regarder la vérité en face : la décision de mettre fin à l'exploration et l'exploitation gazière au Québec n'est pas la bonne décision à ce moment critique. En exploitant ses propres ressources, le Québec pourra subvenir à ses propres besoins et exporter ce gaz pour contribuer à réduire les émissions en Europe tout en créant de la richesse au Québec.

L'extraction du gaz naturel québécois et son potentiel

Au Québec, l'énergie produite provient majoritairement de ses installations hydroélectriques, et dans une moindre mesure l'éolien et la biomasse; la province ne produit donc aucun gaz naturel primaire sur son territoire.

Paradoxalement, les estimations de réserves récupérables de gaz naturel dans le sud du Québec varient entre 8,75 et 48 trilliards de pieds cubes (Tpi³)¹, dont la vaste majorité se retrouve dans le shale d'Utica. Si le Québec pouvait exploiter ses propres ressources, il pourrait répondre à sa propre demande en gaz naturel, aujourd'hui fournie par les États-Unis et, dans une moindre mesure, l'Ouest canadien, puis en exporter une autre partie. Le marché du gaz naturel est de plus en plus mondialisé, puisque le gaz produit aujourd'hui est plus facilement transporté, notamment parce que l'offre de gaz naturel liquéfié augmente. Les ressources en hydrocarbures du Québec sont importantes et une production locale serait grandement bénéfique, lui permettant notamment une assurance de la sécurité énergétique et une réduction des GES associés aux importations actuelles. Il est donc temps pour le gouvernement de repenser à tirer profit de la présence d'une telle richesse sur son propre territoire.

¹ MELCC, 2013. *Études sur les retombées économiques du développement de l'industrie du gaz de schiste dans les basses terres du Saint-Laurent.*

La transition énergétique au Québec et dans le monde

Le gaz naturel est nécessaire pour pallier le manque énergétique

Les objectifs de réductions nettes d'émissions de gaz à effet de serre ne peuvent pas s'accomplir du jour au lendemain. Le gaz naturel joue un rôle primordial dans le commerce international, car il est largement utilisé pour la production d'électricité, le chauffage, l'industrie et le transport. Entre 878 et 1022 milliards de mètres cubes (mmc) sont échangés mondialement par an, dont 450 à 520 mmc sous forme de GNL et le reste par gazoduc. Les pays d'Asie mènent les importations, et l'Europe est seconde en la matière, avec près de 49% qui provient de la Russie².

Plus spécifiquement, la Chine, le Japon et la Corée du Sud sont les principaux importateurs, s'approvisionnant principalement en Australie et au Qatar.

Au Canada, la consommation du pays est inférieure à la quantité produite par année. En effet, ce dernier produit suffisamment de gaz naturel pour sa demande intérieure, mais le fait que son marché soit grandement intégré avec celui des États-Unis fait en sorte qu'il ait tout de même besoin d'importer.

² BP, 2022. *bp Statistical Review of World Energy*.

Nouvel ordre mondial après l'invasion de l'Ukraine

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 entraîne des répercussions majeures sur le marché énergétique mondial, mais particulièrement en Europe. La situation énergétique du continent s'est considérablement aggravée depuis l'éclatement de la guerre, puisque l'Union européenne a pris des mesures drastiques contre le kremlin pour réduire sa dépendance des importations de son gaz. Afin de continuer à subvenir aux besoins de leurs populations, plusieurs pays ont été contraints de faire des changements importants dans leurs sources d'énergie, puisque le gaz naturel russe devait servir d'énergie de « transition ». La solution offerte par le Québec serait donc moins polluante et plus éthique que les alternatives vers lesquelles l'Europe se tourne présentement; il est donc primordial de profiter de cette opportunité.

Quelques exemples de pays qui ont modifié leur politique énergétique suite à la guerre en Ukraine :

Norvège : Augmentation radicale de production d'hydrocarbures

La Norvège a annoncé en fin juin 2023 qu'elle avait approuvé le développement de 19 projets de pétrole et de gaz, ce qui représente un investissement de plus de 18 milliards \$. Cette décision du pays scandinave se prend dans une optique où les ressources naturelles en hydrocarbures seront essentielles à la sécurité énergétique de l'Europe en entier, pendant plusieurs années. Depuis que les pays européens ont drastiquement coupé les importations du gaz russe, la Norvège est devenue la principale source d'approvisionnement du continent, tirant profit de la situation de crise actuelle.

« La réalisation de ces projets garantit les emplois, façonne les compétences et assure les bases de la poursuite d'un développement technologique qui sera décisif pour le développement d'autres activités telles que le captage et stockage du CO₂, l'hydrogène, l'éolien en mer, l'exploitation marine et minérale ».

- Le ministre du Pétrole et de l'Énergie, Terje Aasland.

Le Québec, de même, pourrait bénéficier de l'exploitation et développer une réelle expertise dans ces activités connexes que sont la captation et le stockage du carbone ainsi que le développement d'une filière hydrogène.

Suède : Retour au nucléaire

Dans une inévitable volte-face, la ministre des Finances suédoise Elisabeth Svantesson a annoncé en juin 2023 que la nation avait grandement besoin d'un système énergétique stable, et que les sources éoliennes et solaires n'étaient

pas suffisantes. C'est donc dans cette foulée que le gouvernement scandinave a annoncé un retour à l'énergie nucléaire, en écartant l'objectif précédent d'obtenir une offre d'énergie renouvelable à 100% pour la demande de ces citoyens. Cette décision n'est qu'un autre exemple parmi tant d'autres de pays initialement chef de file dans le mouvement vers la carboneutralité qui font éventuellement face à la réalité : le gaz naturel et le nucléaire sont les seules solutions viables pour demeurer compétitif. La France se fait également la championne de l'énergie nucléaire en Europe sous le gouvernement Macron.

France, Autriche, Bulgarie, Italie, Belgique: retour au charbon

Le gouvernement français prévoyait initialement une sortie du charbon dès 2022. Toutefois, face à la situation de crise, les pays touchés cherchent à réduire leur consommation de gaz pendant la période estivale et en accumuler le plus possible pour l'hiver. Les gouvernements se sont donc tournés vers le charbon pour pallier le manque énergétique provenant de l'absence de gaz naturel russe. La France, par exemple, est également revenue sur sa décision de suspendre le développement de nouvelles centrales nucléaires. Alors que la Belgique était sur le point d'officialiser sa sortie du nucléaire d'ici 2025, le premier ministre De Croo a annoncé que la situation en Ukraine change la donne et que le pays revoyait présentement sa stratégie énergétique.

Allemagne : Explosion des coûts de l'énergie et risque de dépendance du nucléaire français

En Allemagne, depuis 2022, les prix de l'énergie ont en moyenne doublé, puis presque triplé au cours de la deuxième moitié de l'année par rapport à 2021, alors que les sanctions européennes sur le gaz russe bloquaient les importations. Cette crise énergétique menace l'existence de certaines d'entreprises dans tous les secteurs économiques. Les Allemands ont systématiquement dû baisser la température dans leurs domiciles pendant l'hiver. Ce contexte difficile force l'Allemagne à revoir sa transition énergétique, allant jusqu'à rouvrir les mines de charbon pour alimenter les centrales.

De plus, le pays est redevenu importateur net d'électricité, et un tiers de celle-ci provient présentement du nucléaire français. Paradoxalement, la première puissance européenne s'oppose à tout texte législatif dans l'Union européenne qui reconnaît la valeur ajoutée de cette source d'énergie, ce que la France plaide depuis plusieurs années. Berlin a également engagé des projets de construction de nouvelles centrales de gaz pour compenser l'intermittence des renouvelables.

Avantages de la production de gaz naturel au Québec

Bénéfices économiques

Le gaz naturel du Québec est une solution qui permettrait un déploiement rapide non seulement sur notre territoire, mais également pour les marchés asiatiques et européens. Une production éventuelle pourrait combler la demande actuelle du Québec, permettant pratiquement d'éliminer les importations de gaz canadien et américain, et d'améliorer la balance commerciale du Québec – plus de deux milliards de dollars par an.

Le schiste d'Utica contient une quantité de gaz naturel estimée à plus de 180 Tpi³ (trillion de pieds cubes). La Commission géologique du Canada a établi les ressources récupérables sur le territoire à plus de 60 Tpi³. À titre indicatif, une quantité de 60 Tpi³ équivaut à 200 ans de consommation en gaz naturel pour le Québec. Ces quelques 60 Tpi³ de gaz naturel représentent également des centaines de milliards \$ injectés dans l'économie du Québec. En pratique, un tel projet permettrait l'obtention d'un milliard de pieds cubes (BCF - billion cubic feet) par semaine dès les six premiers mois, par le forage de 15 nouveaux puits. Nous entrevoyons que cette première phase permettra au Québec de répondre en partie à sa propre demande en gaz naturel aujourd'hui comblée par les États-Unis et l'Ouest canadien.

Alternativement, ou au cours des années suivantes, le Québec pourrait exporter directement au moins 1 Tpi³ par an sous forme de gaz naturel comprimé (GNC) – un processus beaucoup plus simple que la liquéfaction (gaz naturel liquéfié / GNL). On estime un potentiel de remplacement de 19 % des besoins en gaz naturel de l'Union européenne autrefois comblés par le gaz en provenance de la Russie.

Dans le marché actuel nord-américain, un Tpi³ est évalué à 3,7 milliards \$ CAN. À titre comparatif, dans le marché actuel en Europe, 1 Tpi³ se vend à plus de 13 milliards \$, ce qui représente des revenus immenses chaque année pour les gouvernements. L'exportation sous forme de GNC pourrait se faire directement des installations portuaires de Bécancour avec des investissements minimaux.

Les revenus astronomiques générés par l'État québécois pourraient ensuite être réinvestis dans ses fonctions vitales comme la santé, l'éducation, les régions, et la transition verte de notre économie, y compris son électrification.

Bénéfices environnementaux

Le Québec s'est donné des cibles ambitieuses de diminution des GES, mais beaucoup de chemin reste à faire pour les atteindre, et il est clair que l'extraction de gaz naturel entraîne des conséquences pour l'environnement. Toutefois, les technologies d'extraction ont fortement progressé dans les dernières années, réduisant considérablement leur impact environnemental. En ce sens, l'approche préconisée par Ressources Utica réduit de façon significative l'empreinte environnementale de l'extraction de gaz de schiste au Québec, principalement en utilisant l'électricité propre pour les processus d'extraction (forage / pompage / compression / etc.).

En favorisant la production de notre propre énergie sur notre propre territoire, il serait donc possible non seulement de réduire les émissions reliées au transport et importations, mais en plus d'avoir un contrôle complet sur les méthodes d'extraction, au lieu de s'approvisionner d'un gaz produit hors du Québec. En ce sens, Ressources Utica entend adopter les meilleures pratiques mondiales, qui apportent des changements au niveau de l'électrification de l'équipement, des émissions fugitives, de consommation d'eau et d'écotoxicité. Finalement, le simple fait que le gaz naturel québécois remplacerait le charbon que certains pays européens sont contraints d'utiliser réduirait les émissions qui y sont reliées.

Les mesures du Québec en matière de gaz à effets de serres doivent permettre une atténuation globale des émissions mondiales. Nous ne pouvons avoir des discussions sur notre avenir énergétique, sans tenir compte de ce qui se passe à l'extérieur du Québec. En d'autres mots, le Québec peut faire beaucoup plus pour la planète en adoptant une stratégie globale, laquelle doit nécessairement inclure le gaz naturel.

Le développement du gaz naturel aurait pour effet (...) de permettre au Québec de jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique mondiale et, au terme de cette transition, d'utiliser le gaz du Québec pour devenir un leader mondial dans la production de nouvelles sources d'énergie comme l'hydrogène ou le gaz naturel renouvelable, ainsi que la séquestration du carbone.

Bénéfices politiques

En remplaçant le gaz russe en Europe, le Québec pourrait contribuer de manière significative à la stabilité géopolitique en Europe. Les mesures drastiques prises par les 27 pays de l'Union européenne ont mis leur dépendance à l'énergie du Kremlin sous les projecteurs, et les prix ont atteint des sommets historiques au cours des deux dernières années. En s'imposant

comme une solution à cette crise sans précédent, le Québec pourrait se positionner en tant que partenaire économique de choix pour les pays européens, en donnant une alternative au gaz russe.

Non seulement le Québec et le Canada sont des régimes démocratiques stables, mais le poids géopolitique du Québec ne ferait qu'augmenter, puisqu'il représenterait une solution éthique aux pays qui en ont le plus besoin. Les pays européens ont besoin d'un nouveau fournisseur de gaz naturel qui ne soit pas lié par des contrats existants et de contraintes de productions, comme le Qatar, l'Australie et les États-Unis. Le Québec pourrait donc jouer un rôle fondamental dans cette tendance et permettre aux états européens de ne pas être à la merci d'un marché mondial volatil dominé par la Russie.

Acceptabilité sociale

Il existe un mythe tenace selon lequel les Québécois sont hostiles à la production d'hydrocarbures sur leur territoire. Ceci a été démenti par de nombreuses enquêtes d'opinion au cours des dernières années.

En octobre 2021, la firme Léger a été mandatée par l'Association de l'Énergie du Québec afin de réaliser une étude auprès d'un échantillon de 2 800 Québécoises et Québécois afin de connaître leur opinion sur la production de gaz naturel au Québec. 54% des Québécois sont en faveur de la production de gaz naturel au Québec et seulement 26% sont contre. L'approbation des Québécois augmente à 72% (13% contre) si les Premières Nations participent aux projets de production de gaz naturel sans émissions. Ces dernières ont d'ailleurs déjà exprimé leur appui au développement des ressources sur leur territoire.

Similairement, en septembre dernier, la firme Mainstreet a été mandatée pour s'enquérir sur l'opinion de la population au sujet des ressources naturelles de gaz au Québec³. Les résultats sont clairs :

- 53% des répondants sont Très/Assez préoccupés du fait que le Québec importe la totalité du pétrole et du gaz qu'il consomme;
- 60% des répondants sont Très en accord/Assez en accord avec l'idée que le Québec produise du gaz naturel pour l'exporter en Europe et remplacer le gaz russe;

³ Sondage Mainstreet, septembre 2022: chrome-extension://bdfcnmeidppjeaggnmidamkiddifkdib/viewer.html?file=file:///C:/Users/Admin/Documents/RyanAP/Utica/Utica%202023/Mainstreet_Utica_Sept_2022.pdf

- 69% des répondants sont Très en accord/Assez en accord avec l'idée d'exploiter nos ressources naturelles en gaz pour créer de la richesse, financer les services publics et la transition énergétique;
- 56% des répondants sont Très en accord/Assez en accord avec l'idée que le gouvernement devrait revenir sur sa décision et annuler la loi 21 sur l'interdiction d'exploitation des hydrocarbures.

Procédures judiciaires en cours

La loi 21 interdisant l'exploitation d'hydrocarbures au Québec a provoqué une forte réaction dans l'industrie des hydrocarbures et fait l'objet de nombreuses contestations judiciaires. Ressources Utica fait parties des plaignants qui contestent la validité de la loi. La situation est déplorable en ce que l'argent et le temps investis dans le cadre du recours judiciaire concernant la révocation des licences pourraient plutôt servir à exploiter nos ressources gazières au bénéfice de tous les québécois et à mettre en place des projets énergétiques innovants avec les joueurs de l'industrie qui détiennent les droits afférents et qui ont l'expertise technique et les actifs pour ce faire.

Notre proposition

Le moment est venu d'agir. Le gouvernement peut choisir de contribuer à l'effort mondial et travailler avec l'industrie afin de développer sur son territoire les importantes ressources de gaz naturel d'une manière respectueuse de l'environnement, tout en profitant à la fois des retombées colossales qui permettraient au Québec de se positionner mondialement et d'avoir les moyens de ses ambitions pour réinvestir massivement en santé et dans les priorités de la population.

Nous soutenons la transition énergétique et sommes d'avis que, d'ici à l'électrification complète de nos transports et de nos opérations, le gaz naturel du Québec serait produit par des entreprises sérieuses et encadrées suivant les lois environnementales les plus rigoureuses. Ce projet permettrait ainsi au Québec de jouer un rôle clef dans la transition mondiale, en plus de soutenir de manière significative la souveraineté énergétique européenne.

Alors que nos alliés européens tentent de réorienter l'origine de leurs importations en énergie, refuser d'exploiter le gaz naturel québécois ne réduira pas à court et moyen terme la consommation sur la planète. Le Québec a le potentiel d'être une solution de rechange dans l'immédiat.

C'est pourquoi nous souhaitons qu'un dialogue puisse être établi entre l'État québécois, Utica et d'autres partenaires pour trouver des solutions visant à développer rapidement les ressources en gaz naturel du Québec afin de contribuer à assurer la stabilité géopolitique du monde pour les décennies à venir tout en poursuivant le développement d'autres projets énergétiques

réduisant directement les émissions de GES telles que l'hydrogène et le stockage de CO₂.